

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article825>



# L'association Lien en Pays d'OC travaille à redéfinir l'Economie sociale et Solidaire

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : mercredi 12 mars 2014

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

L'association Lien en Pays d'OC poursuit une démarche d'Economie Fraternelle depuis 1993, elle rencontre l'Economie Sociale en 1994. Cette rencontre permet d'ajouter à sa philosophie de base (tri-articulation sociale), des méthodes pratiques nécessaires à la construction d'un réseau évolutif portant le projet de développement d'une alimentation saine de la semence au recyclage. Cette économie alimentaire Sociale et Solidaire se construit en réseau en faisant face à l'invasion incessante de la malbouffe industrielle. L'association s'est donnée en 2009 comme but la création d'un site et d'un réseau croissant de correspondants s'employant au développement participatif coopératif et prospectif indispensable à la renaissance de la vie économique écologique rurale autour du concept d'Economie Sociale et Solidaire d'échanges entre urbains et ruraux.

Ce site existe depuis 2010 <http://www.lienenpaysdoc.com/>

Depuis 20 années, l'association Lien en Pays d'OC et son mouvement de correspondants et partenaires résistent aux intérêts privés de l'économie mondialisée capitaliste- spéculative s'employant elle, à cultiver la compétition, voire la guerre économique créant la division sociale, la délocalisation, des déchets, des projets inutiles voire nuisibles, combattant en permanence l'esprit des biens communs.

Engagée avec les paysans et les acteurs du mouvement social dans l'émergence d'autres mondes possibles à partir des ruralités, Lien en Pays d'OC travaille avec les lanceurs d'alerte face à cette économie capitaliste mondialisée et spéculative : source permanente des problèmes de l'être humain puisqu'elle le considère principalement comme un sujet de consommation en oubliant de répondre à ses besoins réels : nourriture saine, prévention-santé, logement, culture et respect de l'être humain ...détruisant toujours plus vite l'environnement naturel.

L'association Lien en Pays d'OC travaille à redéfinir l'Economie sociale et Solidaire comme capable de reconnaître ce travail d'alerte, de gestion de mise en relation : moteur principal de la synergie des acteurs dans nos territoires et l'organisation des réseaux du numérique pour une gouvernance avec les citoyens engagés et les habitants. Cette organisation en réseaux de croisement d'acteurs du mouvement social, de paysans, de micro-entreprises, de créateurs d'entreprises, de porteurs de projets, d'expériences d'essaimages aux concepts innovants .. pousse à faire émerger une nouvelle gouvernance avec les institutions publiques pour évoluer vers des biens communs répondant aux besoins d'existence de nos concitoyens travaillant avec les énergies de la nature sans chercher à les détruire. Des bénévoles dans les associations expérimentent de nouvelles pratiques avec le numérique, de mise en relation interactive du local au global car l'international coopératif aujourd'hui est indispensable au fonctionnement de notre économie locale.

Des revenus ou assurances d'Existence sont aussi indispensables pour les créateurs de ces nouvelles entreprises du présent et de l'avenir de nos concitoyens.

L'association Lien en pays d'OC, lors de sa dernière assemblée générale a reconnu la nécessité d'un site que le Président gère bénévolement, ce site a un coût de fonctionnement comme toute entreprise il ne peut être porté financièrement uniquement par des militants quand ce travail est destiné à l'avenir de notre société. Si nous voulons sortir des copinages de partis, gangrènes du système archaïque de notre société pyramidale de la pointe de son sommet à sa base, ne donnant plus d'espoir pour l'avenir de l'être humain dans la mondialisation dans laquelle nous vivons tous, une prise en compte de la participation coopérative publique est indispensable dans une forme évitant le flou et l'inéquitable. Certaines municipalités font payer des prestations de services, tout en recevant des subventions et de ce fait ont des entrées d'argent que l'association Lien en pays d'OC n'a pas, puisque ses services de l'information sont gratuits et n'ont aucune participation dans un monde qui s'appauvrit. De ce fait le site lien en Pays d'OC en faisant la promotion du développement du territoire, voire des territoires, mène des activités en lien avec la coopération et la solidarité internationale, les villages et communes profitent de cette promotion. Le site lien en Pays d'OC leur fait bénéficier des informations nécessaires pour passer d'une société archaïque gouvernée par un système pyramidal dont la tête est déconnectée de la base des activités pratiques. En faisant la promotion gratuite des services publics locaux à promouvoir pour la gouvernance de l'indépendance sociale, écologique, économique et culturelle que nous perdons collectivement tous les jours un peu plus, le site Lien en pays d'OC

participe à prévenir le danger. Participer au coût du site lien en pays d'OC : outil coopératif de prospective est le moyen de quitter le système flou et inéquitable des subventions données à des organismes ne rendant pas tous leurs comptes pour avoir dépensé de l'argent public .....

La participation à la gestion de l'information pour une gouvernance de prospective alliant écologie, culture, sociale et économie est une nécessité de la part des municipalités, des intercommunalités, conseils généraux, régionaux, Etat, Europe si nous voulons une redéfinition de l'Economie Sociale et Solidaire capable de transformer en profondeur la vie démocratique à partir du local. Le financement participatif coopératif avec nos concitoyens lanceurs d'alerte et engagés est nécessaire à la construction d'un espace permettant aux habitants de s'impliquer dans la vie sociale locale et de se joindre à un mouvement relevant les défis qui nous attendent. Les institutions publiques se doivent de donner l'exemple en faisant évoluer leur conscience d'implication vers des associations de biens communs anticipant par l'information et des actions responsables qui en découlent. Ce principe tend à inverser la tendance de soutien aux intérêts privés avec l'argent des contribuables. Ces intérêts complètement stériles et nuisibles aux projets de développement de biens communs, mourant sans avoir rentabiliser leurs gigantesques coûts d'investissement sont à la source directe de la dette publique à éviter. Relever une nouvelle société en toute conscience des dangers qui se préparent passe par cette transformation de gouvernance.

Une proposition de la ministre Fleur Pellerin pour réaliser d'importantes économies qui pourraient participer aussi à financer le travail de bénévolat vers un revenu ou d'assurances d'existence, le meilleur moyen d'encourager des personnes à investir leur temps dans la nouvelle économie. Le bénévolat n'est ni un facteur de réussite sociale, ni d'évolution démocratique ....

La redistribution seule permet l'évolution d'une économie démocratique nécessaire à nos territoires, à la France, l'Europe et au monde.

Voici la proposition de la ministre Fleur Pellerin : "L'État peut réaliser d'importantes économies grâce au numérique"

« La ministre déléguée chargée des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique estime que le développement de l'e-administration peut contribuer à réduire la dépense publique. Fleur Pellerin prône un plan ambitieux de formation des agents publics aux usages du numérique et réaffirme la volonté du gouvernement d'ouvrir largement les données publiques. Voir la suite

<http://www.acteurspublics.com/2014/03/05/fleur-pellerin-l-etat-peut-realiser-d-importantes-economies-grace-au-numerique>

N'oubliez pas Madame la ministre, la redistribution des économies pour continuer à en faire davantage avec les engagés qui redéfinissent l'Economie Sociale et Solidaire. Pensez aux bénévoles qui financent eux-mêmes les outils de biens communs en ayant déjà commencé à se former dans l'action par eux-mêmes et les réseaux coopératifs internet, sans subventions, leurs revenus sont de plus en plus réduits, certains n'ont que 800 euros par mois et doivent financer en plus leurs associations, combien de ministres et d'agents publics seraient capables de gérer cette situation personnelle ? Sortir du bénévolat serait une grande avancée sociale pour la démocratie et le développement de l'engagement personnel. Continuer à promouvoir la réduction de la dette publique sans réformer le bénévolat est un mensonge de plus, car le bénévolat s'apparente à l'esclavagisme des temps modernes. Si nous voulons redistribuer et favoriser la reconnaissance du travail et l'engagement de tous les citoyens vers le travail social, et si nous voulons que la France sorte de son enlèvement vers la misère, pensez à redéfinir avec nous l'Economie Sociale et Solidaire, puisque vous faites partie des personnes qui ont le pouvoir de faire prendre de bonnes décisions à vos collègues du ministère de la France.

René Chaboy

Pdt de l'association Lien en Pays d'OC

membre de la NEF

membre de Terre de liens

membre des réseaux de semences paysannes

membre de l'association pour une constituante

membre du Conseil de Développement du pays midi Quercy

membre du mouvement du Pouvoir citoyen

membre du Pacte Civique

membre du Collectif Roosevelt

membre de Mypis ( Monnaie Locale Régionale )

membre de l'Office de Tourisme pluri-communal de Caylus  
et prochainement membre de CoopDév